

Feuilleton de la Revue Canadienne.

CONTEMPORAINS ILLUSTRÉS.

M. COBDEN.

Le nom qui doit être associé au succès de ces mesures, ce n'est ni le nom du noble lord chef de ce parti (lord John Russell), ni le mien (applaudissements); le nom qui doit être et qui sera associé au succès de ces mesures, c'est le nom d'un homme qui, moi, je le crois par des motifs purs et désintéressés, a eu, avec une énergie infatigable, en fait, un appel à la raison, prouver leur nécessité avec une éloquence d'autant plus admirable qu'elle était moins entachée d'affectation et d'ornement; le nom qui mérite d'être associé au succès de ces mesures, c'est le nom de Richard Cobden. (Applaudissements bruyants et prolongés.)

(Discours de sir Robert Peel à la Chambre des Communes.—36 juin 1846.)

(Suite.)

A cette époque toutes les indiennes (toiles de coton peintes) de première qualité étaient manufacturées dans le voisinage de Londres, tandis que les qualités inférieures, formant la grande masse de la production anglaise, se fabriquaient à des prix beaucoup plus bas dans le voisinage de Manchester. Le jeune Cobden conçut l'idée de se rendre à Manchester et d'y produire, avec l'avantage de son noviciat à Londres, des indiennes de première qualité. La connaissance parfaite qu'il avait des moyens de fabrication employés à Londres, son caractère intègre et résolu, lui procurèrent sans doute quelques bailleurs de fonds; d'autres disent qu'il commença par s'attacher à une maison de Manchester comme commis-voyageur; toujours est-il qu'au bout de très peu de temps il était parvenu à fonder lui-même une fabrique d'indienne égale pour le dessin et la couleur aux indiennes sorties des manufactures de Londres; et comme la main-d'œuvre était beaucoup moins chère à Manchester qu'à Londres, il ne tarda pas à faire de grands bénéfices sur ses ventes.

Ces détails importants pour la biographie de M. Cobden, qui ne fut jamais devenu le chef d'un parti ou figurent les plus opulents capitalistes de l'Angleterre, s'il n'eût prouvé d'avance qu'il avait le génie des affaires, et qu'il n'avait nul besoin d'entrer dans la vie publique pour faire sa fortune. Chez nos voisins, on se défie des aventuriers en politique; pour devenir chef de parti il faut en général, indépendamment du talent, une certaine consistance préalable représentée par un grand nom ou une grande richesse. Cobden a quitté sa fabrique pour la vie des meetings avant d'avoir eu le temps de faire autre chose que poser les fondements d'une belle fortune; cependant il comptait déjà parmi les riches fabricants d'indiennes de Manchester, lorsque s'ouvrit devant lui la carrière politique.

Jusqu'en 1835 il avait paru exclusivement occupé des affaires de son commerce; mais il n'en prêtait pas moins une grande attention au mouvement des affaires publiques. Ses loisirs étaient entièrement consacrés soit à réparer par des études assidues les inconvénients d'une éducation déficiente, soit à compléter par des voyages fréquents en France, en Belgique, en Suisse, les notions recueillies dans les travaux du cabinet. Le premier signe que donna M. Cobden d'une certaine aptitude politique fut une brochure écrite en 1835 en opposition à M. Uguhart, publiciste ardent dont j'ai déjà eu occasion de parler (1), et qui poussait alors à la guerre contre la Russie. Le fabricant de Manchester se fit l'avocat de la paix, tourna en ridicule les prétentions de la diplomatie, s'éleva contre l'absurdité de la vieille doctrine de la balance des pouvoirs, et s'efforça d'établir que la mission de l'Angleterre était de faire le commerce avec tout le monde, et de guerroyer avec personne. Cette brochure, bientôt suivie d'une autre écrite dans le même esprit, eut un certain succès à Manchester. C'était une nouveauté qu'un manufacturier écrivant des brochures politiques; et comme ce manufacturier savait très bien, tout en s'occupant des affaires de l'Etat, faire prospérer ses propres affaires, il obtint bientôt une influence assez marquée parmi l'aristocratie industrielle du Lancashire. Le premier usage qu'il fit de cette influence eut pour objet la fondation d'un *Alhambra*, grand établissement destiné à la culture intellectuelle et morale de tous les jeunes gens employés en qualité de commis dans les fabriques, les comptoirs et les magasins de Manchester. Cet établissement, qui compte aujourd'hui parmi les plus importantes institutions anglaises de cette nature, fut inauguré en décembre 1835, et c'est dans cette séance d'inauguration que Cobden, l'homme qui devait prononcer tant de harangues, fit son début dans la carrière oratoire. Il avait alors trente et un ans, et on lui a souvent entendu dire plus tard que sa première apparition devant un auditoire lui enleva complètement la conscience de lui-même; il parla cependant, mais il parla sans entendre et sans voir, les yeux obscurcis par un nuage et tellement troublé, que ce fut seulement le lendemain, en lisant son discours dans les journaux, qu'il put se rendre compte de ce qu'il avait dit. Il parut du reste, et ceci n'est pas une médiocre preuve de l'énergie morale du chef de la ligue, il parut que cette timidité, dont on ne se douterait guère à l'entendre, a survécu à tous ses efforts et aux milliers de discours qui auraient dû la vaincre. Dans le dernier meeting de la ligue, M. Cobden déclarait que jamais il n'avait abordé la plate-forme sans éprouver un ébranlement nerveux. Cette parole qui sort si ferme et si calme à la fois est toujours précédée d'une lutte intérieure où l'orateur est obligé de faire un appel à toutes les forces de sa volonté.

Le début de Cobden comme orateur fut bientôt suivi d'un nouvel essai qui le posa comme

homme d'affaires. En Angleterre, où toute la vie politique n'est point absorbée, comme chez nous, par la métropole, les capacités, qui rencontraient aussi bien d'autres obstacles dont elles sont affranchies dans notre pays, trouvent du moins à se faire jour dans les mille débats locaux qui naissent de l'application du *self-government* à toutes les portions du pays. Sous ce rapport, M. Cobden ne pouvait choisir un plus beau champ de bataille que Manchester, dont la situation exceptionnelle fournissait un élément de lutte à son esprit batailleur.

On sait quels résultats bizarres offrait avant le bill de réforme la législation électorale de l'Angleterre. A côté d'anciens bourgs qui n'existaient plus, et dont la place vide conservait encore le droit électorale, se trouvaient des villes immenses comme Manchester qui n'étaient que des bourgs un siècle auparavant, et qui restaient privées du droit d'élection. Le bill de réforme a fait disparaître ces criantes anomalies; mais si l'on ne connaissait le respect superstitieux des Anglais pour les faits consacrés par l'usage, on croirait difficilement en France que, pour tout le reste, c'est-à-dire pour tout ce qui concernait l'administration locale, Manchester, même après le bill de réforme, vivait encore en plein régime féodal. La seconde ville de l'Angleterre, avec ses 270,000 habitants, sa prodigieuse industrie et ses fortunes colossales, était encore il y a dix ans sous la juridiction d'un seigneur féodal, d'un *lord of the manor*, qui tenait sa souveraineté par droit d'héritage d'un baron normand auquel avait été concédé, six siècles auparavant, le petit village devenu depuis Manchester. Ce *lord of the manor*, qui résidait à une centaine de milles de Manchester, dirigeait souverainement l'administration de la cité, levait des taxes sur la consommation, percevait des droits sur les ventes et se faisait payer des patentes.

M. Cobden entreprit de soulever les fabricants de Manchester contre ce dégradant vasselage, et, après une longue lutte contre les toriers souteneurs opiniâtres de tout ce qui date de loin le pouvoir du *lord of the manor*, dernier vestige de la féodalité, fit place à une corporation municipale. Cependant, afin de donner la juste mesure de l'esprit démocratique des fabricants de Manchester, il est bon de noter que leur premier soin, après la victoire, fut de solliciter pour leur nouveau maire le titre de baronnet. M. Cobden s'était distingué dans la lutte, et ses concitoyens commençaient à reconnaître en lui une intelligence supérieure, un caractère entreprenant et résolu. Il entra d'abord comme alderman dans la nouvelle municipalité; il fut bientôt après nommé président de la Chambre du commerce, et, tandis que son influence grandissait chaque jour, on le voyait, supprimant toute distraction, en proie à cette activité incessante qui devait faire son succès, passer de ses affaires aux études de cabinet, et des études de cabinet à des excursions multipliées sur tous les points du globe. Après avoir parcouru, comme je l'ai déjà dit, la France, la Suisse, la Belgique, il traversa l'Atlantique en 1835 pour étudier les Etats-Unis en fabricant et en économiste. L'année suivante, il visita l'Egypte, la Turquie et la Grèce. En 1838, il traversa l'Allemagne de Hambourg à Vienne. C'est dans ce dernier voyage que serait venue, à ce qu'il paraît, à M. Cobden la première idée de la ligue. L'aspect des ruines féodales qui bordent le Rhin et le Danube, aspect si doux à l'œil du touriste romantique, n'éveilla dans l'esprit de ce tribun futur de l'industrie anglaise que des souvenirs d'oppression et de rapine. Il se mit à songer à tous les bandits cuirassés qui sortaient jadis de ces forteresses pour courir sus aux pacifiques marchands jusqu'au moment où se forma entre ces derniers la ligue *antiféodale* pour la protection des intérêts du commerce et de l'industrie; et par une association d'idées peu flatteuses pour l'aristocratie anglaise, il en vint à se demander s'il n'y aurait pas lieu à former une ligue entre tous les marchands et les industriels de l'Angleterre contre les prétentions d'une aristocratie qui maîtresse du sol, s'arrogeait, comme un dernier privilège féodal, le droit de vendre seule, et à un prix arbitraire, les aliments de première nécessité.

Peu de personnes avaient alors l'idée de chercher un remède aux maux de l'industrie anglaise dans une révocation de la loi sur les céréales. Cette loi, dont je vais parler tout à l'heure, intimement liée aux intérêts des classes dominantes, semblait entrée dans les habitudes du pays. Cependant le commerce était en proie depuis plusieurs années à des crises périodiques que l'on attribuait à diverses causes secondaires sans s'attacher à la cause principale. A la fin de 1836, on avait eu à subir coup sur coup les effets de la déconfiture générale des banques aux Etats-Unis, et d'une récolte insuffisante à l'intérieur. L'année 1837 avait fait espérer du mieux, lorsqu'en 1838 un nouveau et plus grand déficit dans la récolte fit renaitre toutes les souffrances. Quelques hommes, parmi lesquels on doit citer le docteur Bowring, membre de la Chambre des Communes, le colonel Thompson, un jeune écrivain, M. Paulton, entreprirent les premiers de diriger l'attention publique sur les effets désastreux de la loi des céréales. Une petite association était déjà formée dans ce but à Manchester, lorsque M. Cobden, préoccupé des mêmes pensées, arriva d'Allemagne en octobre 1838. Peu de temps après son arrivée, les membres de la Chambre du Commerce de Manchester se réunirent pour délibérer sur la question. Le président de la Chambre, M. Wood, membre du Parlement, appartenant au parti whig, proposa une pétition au gouvernement, pour demander la modification de la législation sur les céréales. M. Cobden se leva et proposa une autre pétition demandant l'abolition totale et immédiate de ces lois, et la suppression de tous les autres droits protecteurs établis sur tout autre genre de produit; en un mot, la pétition proposée par Cobden était une déclaration en faveur de la

liberté commerciale dans le sens le plus étendu du mot. La question était grave, comme nous le verrons plus loin; les esprits les plus aventureux n'allaient guère au-delà d'une simple modification des *corn-laws* (lois sur les grains). Après deux jours d'une discussion vive, l'opinion de M. Cobden conquit la majorité, sa rédaction l'emporta sur celle du président, et tous les journaux du Lancashire annoncèrent que la Chambre du Commerce de Manchester venait de se prononcer pour l'abolition totale et immédiate des *corn-laws*, et l'application du principe de la liberté commerciale sur la plus vaste échelle.

J'ai eu souvent occasion, dans le cours de cet ouvrage, de parler des assauts que l'esprit moderne livre depuis un quart de siècle à l'aristocratie anglaise, la dernière et la plus tenace des aristocraties; on l'a vu conquérir sur elle la liberté religieuse par le bill d'émancipation, et par le bill de réforme une plus équitable répartition des droits politiques; mais on a vu aussi l'aristocratie anglaise sortir de ces deux épreuves affaiblie, et non vaincue, maîtresse comme toujours des destinées de l'Angleterre, et continuant à offrir le spectacle de luttes de deux partis rivaux, mais de même famille, séparés sur quelques points par des diversités d'opinion mais unis au fond par une communauté d'intérêts et une situation identique: l'intérêt et la situation d'une grande fédération de propriétaires fonciers. La propriété exclusive du sol anglais est le lien des toriers et des whigs; de tout temps ces deux membres du même corps, maître du Parlement et du pouvoir, ont manœuvré de manière à élever le prix des produits agricoles, et spécialement des céréales, sur le marché national, en donnant des primes à l'exportation lorsque ce prix était inférieur à celui du continent, et en frappant l'importation de droits prohibitifs quand les prix du continent étaient inférieurs à ceux de l'Angleterre. Depuis le milieu du dernier siècle, le rapide accroissement de la population anglaise élevant de jour en jour le prix du blé, la grande préoccupation de l'aristocratie a été de maintenir ce mouvement de hausse en frappant d'un droit de plus en plus fort les blés étrangers. De 1790 à 1814, sous Fox aussi bien que sous Pitt, les variations de la législation anglaise sur le commerce des grains se réduisaient à une spéculation de plus en plus audacieuse de la part des propriétaires fonciers sur la misère publique. Enfin, en 1815, lorsque le retour de la paix promet de ramener le bon marché, l'aristocratie, qui veut maintenir et accroître s'il se peut les prix de disette, profite de sa victoire de Waterloo pour imposer aux consommateurs le maximum de ses exigences; elle fait décider par une loi que les ports de l'Angleterre ne s'ouvriront jamais aux blés étrangers tant que les blés indigènes n'auront pas atteint le prix excessif de 80 schellings par *quarter* (36 francs l'hectolitre). A coup sûr, jamais tyrannie plus éhontée ne fut exercée sur un peuple. Ainsi, que le rareté du blé anglais fasse monter le prix à 79 schellings et demi, pas un grain de blé étranger n'entrera; il faudra que le pauvre achète à ce prix ou qu'il meure de faim. Cependant la rapacité aristocratique fut comblée; la Providence combattit contre elle, et deux années seulement, 1817 et 1823, virent le blé monter à ce prix de famine légale; mais aussi ce furent deux années d'effroyable détresse. L'aristocratie consentit, en 1822, à une première et insignifiante modification. Plus tard, en 1829, elle adopta le système d'une échelle mobile des droits, destinée à assurer au producteur indigène un prix de 70 schellings par *quarter*.

CORRESPONDANCE.

A. M. L'Éditeur de la Minerve.

MONTREAL, 24 juillet 1848.

M. l'Éditeur.—M. Papineau avait paru tant désirer de me rencontrer, face à face, devant mes constituants, que je pensais qu'il accepterait de suite l'offre que je lui fis d'une polémique; mais ne l'ayant pas encore fait, je me dois à moi-même de ne plus retarder à répondre à son article, « ANTI-UNIONNAIRE » c'est pourquoi je vous prie de publier la correspondance suivante dans votre prochain numéro.

Tout à vous,
WOLFRED NELSON.

A. M. L. J. PAPINEAU.

Dans votre production publiée sur votre feuille du 8 du courant, vous cherchez encore à vous cacher sous le voile de l'anonymat, vous appropriant le *cognomen* de *anti-unionnaire*, mais quoique ce bel article ait été copié par un de vos dévoués et complaisants neveux, il est impossible de se méconnaître quant à son auteur, viles FAITS cités et votre langage tout particulier. Vous débutez par ces mots: « LES EVENEMENTS DE 1837 SONT MAINTENANT DU DOMAINE DE L'HISTOIRE, ET CHACUN EN PEUT RAISONNER COMME BON LUI SEMBLE. » Le passé est un ENSEIGNEMENT POUR L'AVENIR! Ces mots sont pleins de vérité, mais si chacun en peut raisonner comme bon lui semble, il ne doit pas dénaturer les faits comme vous vous en faites un métier et devoir, ce qui, toutefois, ne peut que vous rendre plus coupable que jamais. Vous ne rougissez pas de dire que je suis un de ceux qui ont le plus contribué à amener les troubles de '37, mais pourtant ce ne fut pas à St. Denis, où ils éclatèrent primitivement; et vous ne pourriez avec raison me rendre responsable des horreurs et de la dévastation qui furent accomplies à St. Eustache, St. Benoît, et autres endroits, où votre influence était toute puissante; non plus ai-je eu affaire avec la première lutte qui s'engagea dans le chemin de Longueuil, où un peloton de braves Canadiens, ayant en tête mon ami, M. DONAVENTURE VIGER, qui s'est si honorablement distingué en cette occasion, comme dans toutes celles où il se trouvait, arrachèrent à leurs vil

conducteurs, deux respectables citoyens, MM. Desmarais et le Dr. Davignon. * J'éprouve un plaisir infini en rendant hommage à ces braves patriotes, dont l'abnégation et la générosité contrastent si honorablement pour eux et le pays, avec votre égoïsme sans bornes.

J'ai invariablement assumé toute la responsabilité de mes actes; je ne fis jamais à votre manière à vous qui lâchement et avec malignité voulez faire porter à d'autres le fardeau de vos propres forfaits. Si ce n'est pas vous-même en personne qui avez attiré sur le pays tous les malheurs de cette époque infortunée, c'est notre acquiescement à vos désirs et notre exécution de vos vœux. Vous cherchez partout afin de trouver d'autres à qui faire porter la responsabilité de vos démarches. Les morts même ne sont pas exempts de votre contribution universelle! Ne faut-il pas être dépourvu de tous sentiments humains, de toute élévation de caractère, pour pouvoir insulter, comme vous le faites, à la mémoire du malheureux "Giron", votre ancien ami, que vous êtes allé trouver de nuit pour l'envoyer prendre le commandement à St. Eustache! Est-ce que la fin tragique de cet infortuné n'aurait pas dû vous sceller la bouche pour toujours, quant à son égard? La honte, les remords ne séjourneraient-ils pas dans votre sein... Suivant vous, "un certain Dr. CÔTE, quelques autres, et moi," (d'après votre récit), ont le plus parlé de *balles* et de *fusils*. La raison en est manifeste: le nom même de ces objets est en horreur chez vous, et c'est pourquoi vous en avez moins parlé que d'autres; mais par des insinuations et voies détournées vous avez le premier suggéré d'en faire usage? Et dans ma propre maison, n'avez-vous pas pris des moyens pour obtenir ces objets indispensables à la guerre? N'oubliez pas la mission dont vous avez chargé mon digne ami, M. DAVID BOURDAGES. Permettez-moi, M. le logicien de vous prier d'expliquer votre conduite: pourquoi êtes-vous venu chercher refuge chez moi? vous qui prétendez aujourd'hui que j'ai toujours été si violent? N'y a-t-il pas quelque incohérence ici? D'après votre logique, vous arrivez à la conclusion, qu'il y a des gens qui sont trop lâches aujourd'hui, qui étaient trop zélés et braves en 37. Nonobstant votre singulière manie d'avoir constamment en bouche, les mots "poltrons," "lâches, etc., vous ne pouvez faire croire, que vous n'êtes pas de cette catégorie, peu honorable et distinguée.

Véridique que vous êtes, vous décriez l'usage des armes: vous ne voulez point de violence; mais vous avez donc oublié les ordres que vous donnez à mon estimable ami, M. Geo. E. CARTIER. Si la mémoire vous trompe, adressez-vous à ce monsieur, et il vous la rappellera, et alors, peut-être seriez-vous disposé d'user de fausses assertions et nier tous vos actes. Vous affirmez que vous ne désirez pas d'autre fait de violence envers l'Angleterre, que de s'abstenir d'acheter ses effets et marchandises! Ne songiez-vous pas à quelques autres moyens, pour coërcer et renverser même ce pouvoir? pas d'autres mesures, plus larges que celle-là à mettre en œuvre! Vous répondrez non. Mais, mémoire perverse, auriez-vous donc oublié l'ACTE D'INDEPENDANCE, que vous avez rédigé CHEZ MOI, et au bas de laquelle, VOUS, le premier, AVEZ APOSÉ VOTRE SIGNATURE, qui fut suivie de six autres, au nombre desquelles se trouvait la mienne; mais, non pas comme vous, pour la renier ensuite. Gardez-vous d'écarts dans votre réponse à cet allégué; peut-être vous souviendrez-vous qu'il y avait chez moi, ce soir-là, M. le Dr. Kimber, de Chambly, homme trop intègre pour cacher ses actes. Lui aussi a signé ce document, que vous avez LIVRÉ AUX FLAMMES, d'après l'usage des troupes, ainsi que nombre d'autres papiers, afin qu'il fut impossible de découvrir aucun de vos faits, qui auraient pu vous compromettre.

N'est-il pas ridicule de vous entendre dire que vous vous êtes mis sous mes ordres à St. Denis, ou vous avez cherché protection et vous êtes constitué subalterne, sous un homme, que vous reconnaissez maintenant pour "avoir été toujours si furieux, etc. Expliquez-nous donc cette nouvelle incohérence! Mais si notre but eût été atteint, auriez-vous, avec votre abnégation ordinaire, laissé saisir les rênes et assumer le titre et jouir des privilèges de président? Voyons, une fois, cédez-nous un peu de franchise: vous disiez en vous-même: "je me suis servi de toi et de tant d'autres, comme "marche-pieds: vous avez à votre risque et à vos dépens remporté la victoire; et moi, j'ai rais cueilli tous les fruits et les lauriers de cette "conquête: en un mot, j'aurais été le *Washington du Canada*," et moi, je dirais, "vous n'auriez pas possédé un seul de ses attributs." Puisque je suis sur ce sujet, je vous dirai, que vous m'avez conduit depuis '37, et étant maintenant convaincu de ce que vous avez toujours été, je suis entièrement désillusionné, ainsi que tant d'autres, sur votre compte. C'est peut-être une faveur dont nous devons remercier Dieu que vos projets aient avorté, persuadé comme je le suis à présent, que vous auriez gouverné avec une verge de fer, lorsqu'une fois on vous aurait revêtu des pouvoirs dont vous auriez fait usage en dictateur. Il y a tant de raison à présumer que tel aurait été le résultat de l'avènement au pouvoir, d'un homme de votre trempe, que je ne songerai guère encore, à l'établissement d'une république où nous aurions à encourir tant de dangers, lorsque la victoire serait obtenue. *Je ne m'exposerai à ces risques qu'en guise de pis-aller; lorsque la misère-patrie revivra à son ancien système de gouvernement INTOLERABLE pour cette colonie.* Dans ces circonstances seulement, vais-je m'exposer aux dangers et aux incertitudes d'avoir à notre tête un tyran de notre propre création. Vous seul, vous ridiculisez notre système de gouvernement responsable; moi, j'en suis tout épris, j'en ai épousé les principes et je le défendrai, car il comprend ce que vous et nous demandons alors. C'est ici justement ma position, mais vous qui avez des ob-

jets ultérieurs à atteindre ne pouvez être content de rien. Eh bien! si, ni par vos talents, ni par vos promesses, ni par vos menaces, vous ne pouvez changer l'ordre de choses existant et surtout après tous vos efforts, vous convient-il de tenter de nouveau à exciter la méfiance, le trouble et une désorganisation générale... Si vous détestez tant votre position, pourquoi demeurez-vous ici plus longtemps? Si tout le pays est satisfait des apparences actuelles, et veut accorder un temps rationnel aux nouveaux ministres pour faire preuve de leur capacité, convient-il à "un seul homme" de s'opposer à cette volonté universelle? L'histoire ne nous fournit aucun exemple d'un despotisme plus révoltant que celui dont vous donnez des preuves si éclatantes.

Vous dites que lorsque un homme "RISQUE" SES BIEUX ET SA VIE avec connaissance de "cause et avec conviction, qu'il est respectable, et doit inspirer de la confiance à ses concitoyens." Voilà précisément ce que vous n'avez pas fait, et qu'aujourd'hui, loin d'inspirer cette confiance, vous rompez le peuple de méfiance, de mépris et de dégoût pour vous. Vous avez transporté vos biens à vos proches, afin de les mettre en sûreté à la veille des troubles que vous avez suscités; vous avez mis votre vie hors de danger par la fuite et la désertion, et encore, vous avez la choquante audace de prouver votre dévouement à la cause populaire, et vous osez réclamer la confiance des amis du pays! Certes, c'est un peu fort!

Lorsque vous parlez des pertes qu'ont éprouvées mes créanciers ainsi que tant d'autres, à la suite de votre politique, est-ce que le sang ne vous gèle pas dans la veine, de ne m'avoir pas conseillé, à moi et eux autres victimes, de faire à votre exemple une cession de nos biens et mettre par là nos propriétés à l'épreuve de la confiscation; et en songant aussi qu'un autre frère M. Denis Benjamin Papineau, et votre cousin M. Denis Benjamin Viger se sont opposés à ce qu'une indemnité fut accordée à ces malheureux. Et cela immédiatement après avoir voté une somme au-delà des pertes encourues par les anglo-canadiens du Haut-Canada, cette même section de la province contre laquelle vous débattiez tant aujourd'hui et à la remorque de laquelle vous prétendez que se trouve le Bis. Et encore avez-vous la hardiesse de vous croire et de vouloir faire croire que vous êtes bon canadien! Après avoir solennellement publié partout que "vous approuviez toute la conduite de vos parents," disant qu'ils étaient des hommes "sages, véridiques, intègres et non coupables!" vous vous êtes rendu solidaire de tous leurs actes, même du fait d'avoir placé dans le fauteuil de la chambre d'assemblée un anglais du Haut-Canada, ne sachant pas un mot de la langue française, et ceci au détriment d'un de vos élèves, pour ainsi dire, un homme partout et en tout Canadien par excellence.

Et dans votre dernière élocution, vous chahotez à mettre le chef politique du Bas-Canada dans une position inférieure à celle de l'autre section de la province. Vous ne cessez de répéter "le ministère BALDWIN-LAFONTAINE," lorsque vous savez parfaitement bien que ce dernier monsieur est reconnu comme le chef du ministère, et que c'est lui qui fut appelé le premier à former le ministère. Voilà un échantillon de votre patriotisme, parce que vous n'êtes pas à la tête des affaires dans ce pays on ce moment, vous préférez qu'un anglais domine sur tout et figure dans tous les précédés publics, comme premier et supérieur. C'est votre méprisable envie qui vous fait commettre de telles petitesse. Est-ce ainsi que vous témoignez votre amitié envers les français, dont en votre seule personne vous voulez concentrer toutes les vertus et les attributs, et c'est pourquoi vous désirez qu'il n'y ait que vous au sommet? Voici votre position: "si moi, (L. J. P.) je ne suis pas chef, pas un autre Canadien-français le sera!" Vous cherchez à alimenter les préjugés de races à acharner une partie de la population contre l'autre, dans le seul espoir qu'à l'ombre de ce tumulte vous puissiez surgir et dominer, surtout sur le Bas-Canada.

Non, monsieur, je n'ai pas honte de ma "gloire passée," si toutefois gloire il y avait, à faire bien justement ce que je devais dans les circonstances; et je serai toujours heureux d'avoir pu donner aux braves canadiens, une occasion de manifester leurs vertus politiques; honnêtes et dévoués comme ils le sont, lorsqu'ils pensaient qu'il était question de la prospérité et du bonheur de leur sol chéri; et tandis que VOTRE PROPRE CONDUITE ne pouvait que flétrir et déshonorer pour toujours le beau caractère de vos braves compatriotes.

Vous dites que vous "avez agi de concert" avec le Dr. Nelson et le Dr. O'Callaghan! "que le simple fait que vous et le Dr. O'Callaghan, vous êtes retirés dans l'intérieur du pays (sur St. Hyacinthe et St. Pie) au lieu de remonter la rivière Chamblay, qui était libre" alors; que vous êtes sortis du pays après la "bataille de St. Charles et presque en même temps que le Dr. Nelson, annonce que vos "mouvements n'étaient pas en fuite." Examinons la vraisemblance de vos allégués et voyons si, ici encore, vous n'êtes pas fidèle à la vérité. Le colonel Wetherall était à St. Hilaire et interceptait votre passage sur la rivière Chamblay, de sorte que la prudence (sinon un autre sentiment) vous induisit à prendre la fuite dans l'intérieur et vous frayer un chemin dans les bois. Et quant à votre "attente de cinq jours" elle s'explique facilement; vous aviez encore l'espoir qu'avec ma poignée d'amis, j'aurais pu réussir et remédier à la défaite de St. Charles; et c'est avec cette espérance que vous m'avez envoyé un exprès ou plutôt un espion, de St. Hyacinthe; et de manière que votre séjour demeurerait inconnu et ignoré de tous et que vous ne fussiez pas exposé dans votre retraite. Cet émissaire avait ordre de me parler à la débouée, et de couvrir dans la doubleure de son gilet la dépêche confidentielle, écrite sur un morceau d'écorce de bouleau afin que le traître